

PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

Direction départementale
des Territoires et de la Mer

La Rochelle, le 22 AVR. 2013

Service Eau, Biodiversité et Développement Durable

Unité Milieux, Forêt et Biodiversité

Référence : YF – NOTE n° 13-0085
Affaire suivie par : Yann FONTAINE
yann.fontaine@charente-maritime.gouv.fr
Tél. 05 16 49 62 69 – Fax : 05 16 49 64 00

Objet : Drainage en marais poitevin

Note soumise à l'attention de M. le Directeur de l'Etablissement Public du Marais Poitevin

Drainages en marais poitevin dans le département de la Charente Maritime

Le drainage des terres agricoles est visé dans deux rubriques de la nomenclature loi sur l'eau : assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais et réalisation de réseaux de drainages.

Pendant plusieurs années, la DDAF s'est appuyée sur le critère de zones humides pour interdire tout drainage en marais, considérés comme des zones humides.

L'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2009 a modifié la définition réglementaire des zones humides. Il en ressort que les critères pédologiques retenus sortent les terres agricoles des marais desséchés (drainés superficiellement par des rigoles superficielles depuis des décennies) de la définition de zone humide.

Depuis, forts de cette interprétation, plusieurs exploitants agricoles, appuyés par les syndicats agricoles et suivis de près au niveau national, ont drainés illégalement près de 400 hectares en Charente Maritime.

1. Etat des lieux

Dès septembre 2010, la DDTM de Charente Maritime a alerté les services du ministère en charge de l'écologie afin que celui-ci précise la manière d'instruire ces projets de drainage de terres cultivées en marais mais qui ne peuvent plus être considérées comme des zones humides.

Entre temps, **6 projets pour 137 ha ont été acceptés dans le marais poitevin** en appliquant ces nouveaux critères.

En mars 2011, la Direction de l'Eau et de la Biodiversité du MEDDTL a répondu sur la nécessité d'appliquer la rubrique 3.3.1.0 et principalement sur la notion de terres en marais, tout

en demandant des mesures compensatoires relatives aux zones humides, tel que demandé dans le SDAGE.

Depuis lors, tous les travaux de drainage en marais poitevin réalisés sans autorisation au titre de la loi sur l'eau font l'objet de procès verbaux pour travaux réalisés sans autorisation. 17 procès verbaux ont ainsi été dressés dans le marais poitevin. **La surface totale drainée irrégulièrement en 2011 et 2012 dans le marais poitevin s'élève à 414 ha.**

En parallèle, sous l'égide de l'EPMP, les DDT de Charente Maritime, de Vendée, des Deux Sèvres, le SGAR et les services du MEDDE ont défini les règles harmonisées d'instruction des demandes de drainage dans le marais poitevin. Ces règles ont été validées lors de la Conférence Administrative du Marais Poitevin (CAMP) du 10 mai 2012 et communiquées lors du conseil d'administration de l'EPMP du 19 juin 2012. Ainsi, toute demande de drainage en marais mouillé ou en site Natura 2000 sera refusée et il est exigé un minimum de compensation de la surface impactée à hauteur de 0,3 pour 1.

Une fois ces règles arrêtées, la DDTM a adressé à chacun des 17 exploitants une mise en demeure de déposer sous 6 mois un dossier de demande au titre de la loi sur l'eau.

Ces dispositions sont cependant contestées par la profession agricole. Les arrêtés de mise en demeure sont donc attaqués devant le tribunal administratif, le cabinet d'avocat intervenant pour tous les dossiers considérant que les travaux de drainage par drains enterrés relèvent de la rubrique 3.3.2.0 et non de la rubrique 3.3.1.0.

Récemment, la chambre d'agriculture a demandé d'attendre la position de la juridiction administrative pour la production des dossiers de demande d'autorisation, mettant en avant le coût de réalisation d'un tel dossier et la possibilité d'annulation des arrêtés de mise en demeure, et de surseoir à l'exécution de ces mises en demeure.

La Direction de l'Eau et de la Biodiversité, par courrier du 4 mars 2013, a confirmé l'opportunité de mener à bien les procédures administratives. Les exploitants agricoles concernés n'ont, à ce jour, entamé aucune démarche auprès de bureaux d'étude pour la production des dossiers d'autorisation et n'ont pas l'intention de le faire. La DDTM s'apprête donc à dresser des procès verbaux pour non respect des mises en demeure (délits). Ces procédures vont susciter une vive réaction de la profession agricole s'appuyant sur le fait que les jugements concernant l'interprétation de la rubrique de la loi sur l'eau n'ont pas encore été rendus et que ces travaux étaient nécessaires dans certains cas pour le maintien d'éleveurs sur le territoire du marais poitevin. Le président de la chambre d'agriculture a d'ores et déjà annoncé qu'une intervention politique à l'attention du niveau national sera faite.

2. Communication

Suite à la validation de la note d'information, la DDTM va communiquer largement cette plaquette en direction des professionnels (chambre d'agriculture, syndicats professionnels), des acteurs locaux du marais poitevin (mairies concernées, syndicats de marais) ainsi que des bureaux d'étude et des entreprises réalisant les travaux de drainage.

Cette plaquette sera également mise à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat en Charente Maritime.

Le Directeur Départemental des Territoires et
de la Mer



Raynald VALLEE

BILAN des drainages en marais poitevin depuis 2010

NOM Prénom / société	Date de la demande	Autorisé/Non Autorisé	Commune	INSEE	Surface	Natura 2000	Date du contrôle	N° PV DDTM	Date mise en demeure	Date recours mise en demeure
BOUTET Alain	2010	A	CHARRON	17091	5,00	non				
BOUTET David	2010	A	CHARRON	17091	7,00	non				
SCEA HAUDERON	2010	A	ANDILLY	17008	8,50	non				
PLAIRE Mathieu	2010	A	ANDILLY	17008	17,50	non				
EARL LE GRAND REHON	2010	A	CHARRON	17091	10,20	non				
BOISSEAU Jérémy	2010	A	ANDILLY	17008	88,40	non				
		6 Autorisés			136,60					
RENARD Frederic	2011	NA	CHARRON	17091	19,20	non	07/06/12	24-12-LY	05/10/12	29/11/12
MANIFET Thierry	2011	NA	CHARRON	17091	24,80	non	11/10/12	18-12-LY	11/01/13	
EARL AÏMON	2011	NA	ANDILLY	17008	12,00	oui	18/10/11	115-11-LY	05/10/12	29/11/12
GAEC DE GRAMONT	2011	NA	ESNANDES	17153	16,30	oui	04/10/11	116-11-LY	05/10/12	29/11/12
AVRARD François	2011	NA	SAINT-JEAN-DE-LIVERSAY	17349	14,00	non	13/04/12	02-12-LY	05/10/12	29/11/12
GAEC LES JONCS	2011	NA	CHARRON	17091	4,80	contigu	04/10/11	117-11-LY	05/10/12	29/11/12
BOUTET David	2011	NA	CHARRON	17091	12,00	contigu	04/10/11	118-11-LY	05/10/12	29/11/12
BOUTET Alain	2011	NA	CHARRON	17091	10,00	oui	04/10/11	119-11-LY	05/10/12	29/11/12
FONTAINE Alexandre et Claudine GAEC la Rabatière	2011	NA	LA RONDE	17303	29,80	non	09/11/12	20-12-SD	11/01/13	12/03/13
MARTIN Olivier	2011	NA	MARANS	17218	9,50	contigu	13/04/12	03-12-LY	05/10/12	29/11/12
SCEA LAGNAN	2010	NA	MARANS	17218	35,00	contigu	07/06/12	25-12-LY	05/10/12	29/11/12
EARL LA DESTINEE	2011	NA	MARANS	17218	57,10	non	07/06/12	26-12-LY	05/10/12	29/11/12
GAEC LE MARAIS POITEVIN	2011	NA	MARANS	17218	49,80	non	07/06/12	23-12-LY	05/10/12	29/11/12
BLUTEAU Freddy	2010	NA	MARANS	17218	64,30	non	13/10/11	22-12-LY	05/10/12	29/11/12
BOUTET David	pas de demande	NA	CHARRON	17091	15,00	contigu	28/08/12	12-109-ONCFS	11/01/13	12/03/13
BELLIARD Françoise	pas de demande	NA	MARANS	17218	34,50	contigu	13/10/11	122-11-SL	05/10/12	29/11/12
EARL Le Champ Muré	2011	NA	LA RONDE	17303	5,70	non	03/05/12	04-12-LY	05/10/12	29/11/12
		17 Non autorisés			413,80					